

Les enjeux de la coopération entre la République Islamique d'Iran et le Qatar (1992-2017)

KEWO Zana

Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo (Côte d'Ivoire)

Département d'Histoire

zanakewo@upgc.edu.ci

Résumé: La coopération entre la République Islamique d'Iran et le Qatar s'est approfondie à partir de 1992. Cela, à un moment où les rapports entre le Qatar et l'Arabie saoudite se dégradent autour d'un incident frontalier. Le choix du Qatar a suscité l'hostilité des monarchies arabes sunnites voisines qui perçoivent Téhéran comme une menace, d'où la rupture des relations avec Doha en 2017. Quels sont les enjeux de la coopération entre l'Iran et le Qatar? L'étude montre que les enjeux de la coopération entre les deux pays sont d'ordre politique, diplomatique et économique.

Mots clés: Champ Gazier, Conflit, Economie, Golfe Persique, Souveraineté

The challenges of cooperation between the Islamic Republic of Iran and Qatar (1992-2017)

Abstract: Cooperation between the Islamic Republic of Iran and Qatar has been growing since 1992. This was at a time when relations between Qatar and Saudi Arabia were deteriorating over a border incident. The choice of Qatar aroused the hostility of the neighbouring Sunni Arab monarchies, which perceive Tehran as a threat, hence the severing of relations with Doha in 2017. What is at stake in the cooperation between Iran and Qatar? The study shows that the issues at stake in cooperation between the two countries are political, diplomatic and economic.

Keys Words: Gas Field, Conflict, Economy, Persian Gulf, Sovereignty

Introduction

Les relations entre la République Islamique d'Iran et les Arabes sont empreintes de rivalités et de méfiances. Les rapports que l'Iran entretient cependant avec le Qatar semblent constituer un modèle de coopération entre deux pays aux systèmes politiques distincts. En effet, l'Iran est devenu République Islamique en 1979 à la suite de la chute de la monarchie Pahlavi où l'islam chiite est redevenu religion d'État. Pour ce qui concerne le Qatar, le pays est une monarchie sunnite wahhabite tournée vers la modernité. Bien que les deux pays aient des profils socio-politiques et religieux différents, l'Iran et le Qatar ont cependant des intérêts économiques et stratégiques communs. En effet, c'est à partir de 1992 que les projecteurs se sont braqués sur les relations entre les deux pays. À l'époque, un contentieux frontalier¹ mortel a éclaté entre le Qatar et le voisin saoudien. Le premier craignant les visées hégémoniques du second a décidé de se rapprocher de la République Islamique d'Iran. Le rapprochement entre les deux pays, loin de rassurer les autres puissances régionales, en particulier les monarchies arabo-sunnites² du Golfe persique a suscité l'hostilité. Pour ainsi dire, les monarchies arabes n'ont cessé de percevoir la République Islamique d'Iran comme une menace permanente. En conséquence, les monarchies n'ont pas manqué de faire connaître la position des monarques au Qatar en lui infligeant des sanctions et un embargo en 2017, ce qui provoque la rupture des relations diplomatiques en juin 2017. Au regard des tensions qui prévalent dans la région, quels sont les enjeux de la coopération entre l'Iran et le Qatar de 1992 à 2017 ? L'objectif de la réflexion est d'identifier les différents domaines de coopération et les conséquences du rapprochement entre les deux pays pour la région. L'étude se fonde sur des rapports parlementaires, des thèses, des mémoires et des articles. La variété de documents a permis d'effectuer une confrontation, puis des recoupements afin de mieux appréhender les faits. L'analyse, qui découle du croisement des données collectées, permet de décrire les motivations et les aspects de la coopération entre la République Islamique d'Iran et le Qatar. Aussi, l'analyse permet de porter une attention sur les ruptures diplomatiques et les sanctions contre le Qatar.

1. Les raisons d'un rapprochement Iran-Qatar dès 1992

Le rapprochement entre Téhéran et Doha à partir de 1992 est motivé par des raisons qui sont propre aux deux pays. Mais dans l'ensembles les raisons sont d'ordre diplomatiques, économiques et politiques.

1.1. L'ouverture de l'Iran vers le Qatar pour échapper à l'isolement diplomatique et économique

Depuis sa création en 1979, la République Islamique d'Iran fait l'objet d'ostracisme de la part des puissances occidentales et arabo-sunnites (Z. Kewo, 2021, p. 102). La politique d'isolement régionale entamée par les puissances sunnites de la région fait écho aux projets expansionnistes supposés ou réels de la Révolution iranienne. Les projets sont perçus comme une menace pour la pérennité des régimes pro-américains de la région. Avec l'Arabie Saoudite, les premiers chocs interviennent avec la révolution islamique de 1979 lorsque l'Iran remet en cause la légitimité des monarques saoudiens sur la garde des lieux saints de la Mecque et de Médine. En effet, chacun des deux pays cherche à affirmer la légitimité sur la communauté musulmane (Z. Kewo, 2015, p. 145). Le conflit entre les deux puissances est donc un conflit d'hégémonie. D'un autre côté, depuis

¹-Un accrochage a lieu autour du poste frontière de Khafous au Qatar faisant trois morts côté Qataris.

²-Il s'agit de l'Arabie Saoudite, du Bahreïn, des Émirats Arabes Unis et du Koweït.

1980, l'Iran et l'Égypte n'entretiennent plus de relations diplomatiques. Téhéran, reproche au Caire la visite du Président Sadate en Israël et surtout la signature d'un traité de paix séparé avec l'État d'Israël. L'Iran reproche aussi au Caire d'avoir accordé l'exil au Chah (roi d'Iran) pendant la révolution Islamique de 1979. Renvoyant l'argument à Téhéran, l'Égypte n'a pas accepté l'hommage rendu par la Révolution Islamique d'Iran à Khaled Eslombodi, assassin du Président Sadate en 1981, que Téhéran considère comme un martyr (Z. Kewo, 2015, p. 145-146). Pour ce qui concerne le Bahreïn et les Émirats Arabes-Unis, la dégradation des relations tient à la remise en cause de la souveraineté pour le premier et à un contentieux territorial pour le second. En effet, la République Islamique d'Iran ne reconnaît pas le Bahreïn comme un État souverain mais comme une province iranienne³. En ce qui concerne les Émirats Arabes-Unis, le dialogue s'est rompu à la suite de l'invasion par l'Iran en 1971 de trois îles dans le Golfe persique revendiquées par Dubaï (R. Baer, 2008, p. 243).

En plus de l'aspect diplomatique, l'isolement de la République Islamique d'Iran s'étend au domaine économique. Depuis la prise en otage de diplomates américains de l'ambassade des États-Unis en Iran en 1979 par des étudiants islamistes, le pays subit les sanctions américaines⁴. Ainsi, mis au ban de la communauté internationale, peu de pays arabes entretiennent des relations diplomatiques avec lui (Z. Kewo, 2021, p. 102). Le renforcement des relations avec Doha est donc considéré comme un moyen de développer des relations stratégiques avec un pays arabe du Golfe persique et de mettre en échec la politique d'isolement de l'Iran menée par les pays sous la direction de l'Arabie saoudite (T. Coville, 2019, p. 8-9). Pour Thierry Kellner⁵, la relation Iran-Qatar est question d'opportunisme. Cela permet à Téhéran de renforcer l'influence régionale et de consolider les alliances du pays. De ce fait, c'est le front anti-iranien qui se disloque et Téhéran a compris tout le bénéfice que le pays pouvait tirer si le front venait à voler en éclats. La perspective permet alors à la direction iranienne d'envisager la mise en place d'un nouvel axe Turquie/Iran/Qatar et le mouvement Hamas qui ferait de Téhéran l'État-pivot le plus influent de toute la région (S. Boussois, 2019). Si pour Téhéran les raisons sont économiques et stratégiques, pour Doha, il s'agit de s'affranchir de la tutelle des autres monarchies arabes.

1.2. La volonté d'indépendance du Qatar vis-à-vis des puissances arabes sunnites

La volonté du Qatar de se rapprocher de Téhéran peut être considérée comme un acte politique. En effet, situé entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, le Qatar a une politique extérieure marquée par une quête permanente pour l'indépendance et l'affirmation de la souveraineté face à la volonté de conquête des puissances étrangères et régionales. De toutes les pétromonarchies du Golfe, l'Émirat du Qatar a connu une histoire agitée en raison des successions d'invasions étrangères à partir du XVI^e siècle jusqu'à l'indépendance en 1971 (K. Sader, 2013, p. 30). À ce sujet, Ennassri

³-Le Bahreïn a fait partie de l'Iran jusqu'en 1782 sous la dynastie des Qajar quand la famille Al Khalifa (un clan de pêcheurs de perles et des pirates) s'en empare. Afin de consolider l'annexion, les Al Khalifa signent une série de traités avec la Grande-Bretagne, transformant à l'aube du XIX^e siècle l'île en protectorat britannique. Lorsque la Grande-Bretagne quitte le golfe persique et accorde au Bahreïn son indépendance en 1971, le pays s'empresse d'offrir aux États-Unis des droits de base navales dans le but de dissuader le Shah de s'en emparer, comme le Shah l'avait fait pour les trois îles prises aux Émirats arabes unis (R. Baer, 2008, p. 243).

⁴-Rupture des liens diplomatiques, fin de la coopération scientifique et technique, embargo sur les produits de première nécessité (les produits agro-alimentaires et pharmaceutiques), embargo sur les équipements informatiques et l'interdiction faite aux entreprises américaines et étrangères de commercer avec l'Iran.

⁵-Cité par S. Boussois, (2019).

Nabil (2013) affirme que le pays est passé de la domination portugaise, à l'occupation ottomane avant de finir sous la protection britannique. L'auteur explique que ce sont d'abord les Portugais qui s'installent, à partir de 1517, voulant s'assurer le contrôle de la route des épices. Par la suite, les Portugais sont rejoints par l'empire ottoman désireux d'étendre l'influence de l'empire sur la Péninsule arabique dès 1550. La période voit s'établir une administration ottomane qui coïncide avec la venue au XVIII^e siècle d'une tribu originaire de l'Arabie Saoudite ; la famille Al Thani. Profitant de la faiblesse de l'Empire ottoman et souhaitant assurer la sécurité de la route des Indes, l'Empire britannique accentue la présence dans la région en arbitrant un conflit avec la dynastie Al Khalifa. Les Al Khalifa règnent sur le Bahreïn et veulent annexer le Qatar. Le XIX^e siècle est quant à lui ponctué par des incursions omanaises dans le pays. En fin de compte, le Qatar devient officiellement un protectorat anglais en signant un traité le liant au Royaume Uni le 3 novembre 1916 (E. Nabil, 2013, p. 12). Avec la découverte et l'exploitation du pétrole entre 1930 et 1949 les intérêts étrangers au Qatar s'affirment. Cependant, à partir de 1968 les Britanniques annoncent la volonté de rompre les traités avec les monarchies du Golfe. Par conséquent, le projet de formation d'une entité politique commune faite d'Émirats arabes avec le Bahreïn et les États de la Trêve (les anciens Émirats Arabes Unis) échoue. Le Qatar déclare alors unilatéralement l'indépendance le 3 septembre 1971. Toutefois, Riyad ne soutient pas l'indépendance du Qatar (M. Lazar, 2013, p. 62-63). Dès l'indépendance de l'Émirat, l'hostilité régionale constitue un problème pour le Qatar. En effet, Doha a des relations complexes avec des voisins (M. Lazar, 2013, p. 63) car, le pays se sent menacé par l'Arabie Saoudite qui veut l'annexer. Cependant, grâce à la présence britannique sur la côte de la Trêve, l'émir du Qatar reste protégé. Les Saoudiens usent donc des dissensions qui existent entre la famille régnante Al-Thani pour atteindre l'objectif qui est l'annexion du pays⁶. Une fois de plus les velléités hégémoniques de l'Arabie saoudite s'opposent à la volonté d'indépendance du Qatar (J. Lavandier, 2013, p. 27). En effet, en 1974 un contentieux éclate entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. Le contentieux intervient lorsque les Émirats Arabes-Unis cèdent à l'Arabie saoudite une bande côtière qui fait d'eux les voisins immédiats du Qatar. Avec le nouveau couloir vers la mer, l'Arabie saoudite enclave les frontières terrestres du Qatar (J. Lavandier, 2013, p. 25).

Au moment où l'Irak envahit le Koweït en 1990, l'Arabie saoudite demande, dans le cadre du déploiement de l'armée le long de la côte, l'autorisation que l'armée saoudienne s'installe au Sud du Qatar. Comprenant que la souveraineté du pays dans la zone pourrait être contestée, les Qataris refusent la demande des Saoudiens et décident de renforcer la position en installant le poste frontière de Khafous. Pour sanctionner l'affront fait par le Qatar, les Saoudiens ferment l'accès à l'autoroute côtière reliant le Sud-Est du Qatar à Abou Dhabi (J. Lavandier, 2013, p. 25). C'est alors qu'interviennent les affrontements frontaliers du 30 septembre 1992, dans la localité de Khafous entre l'Émirat et l'Arabie Saoudite. Les incidents ont fait trois morts du côté Qatari. Les frontières, en principe délimitées par l'accord de 1965, n'ont jamais été démarquées (O. Da Lage, 2000). En soi, les incidents frontaliers n'ont rien d'inhabituel dans la Péninsule arabique. En réaction à l'incident, le Qatar dénonce la politique saoudienne et rompt l'accord de 1965. La situation laisse parfois les dirigeants de Ryad. En fait, l'émirat ne les avait pas habitués à la manifestation publique d'indépendance (O. Da Lage, 2000). La crise entre les deux voisins est

⁶-La velléité saoudienne n'a pu aboutir à cause de la seconde guerre mondiale.

aplanie en 2001 avec la médiation du Président Moubarak. De la médiation naît un accord de tracé de frontière favorable au Qatar le 21 mars 2001.

À la suite de l'accrochage de 1992 avec l'Arabie Saoudite, le Qatar a pris conscience des appétits hégémoniques saoudiens. Un an après, le Qatar se rapproche de l'Iran (J. Abdullah, 2011, p. 221). Depuis lors, le Qatar entretient avec l'Iran une relation amicale qui s'accompagne d'une posture indépendante qui lui a valu d'être intégré au « front iranien » aux côtés du Hezbollah et de la Syrie par l'Égypte et l'Arabie saoudite (M. Makinsky, 2011, p. 438). Si les raisons du rapprochement entre la République Islamique et le Qatar sont désormais connues, il convient de s'intéresser aux différents aspects de la coopération.

2. Les différents domaines de coopération entre l'Iran et le Qatar

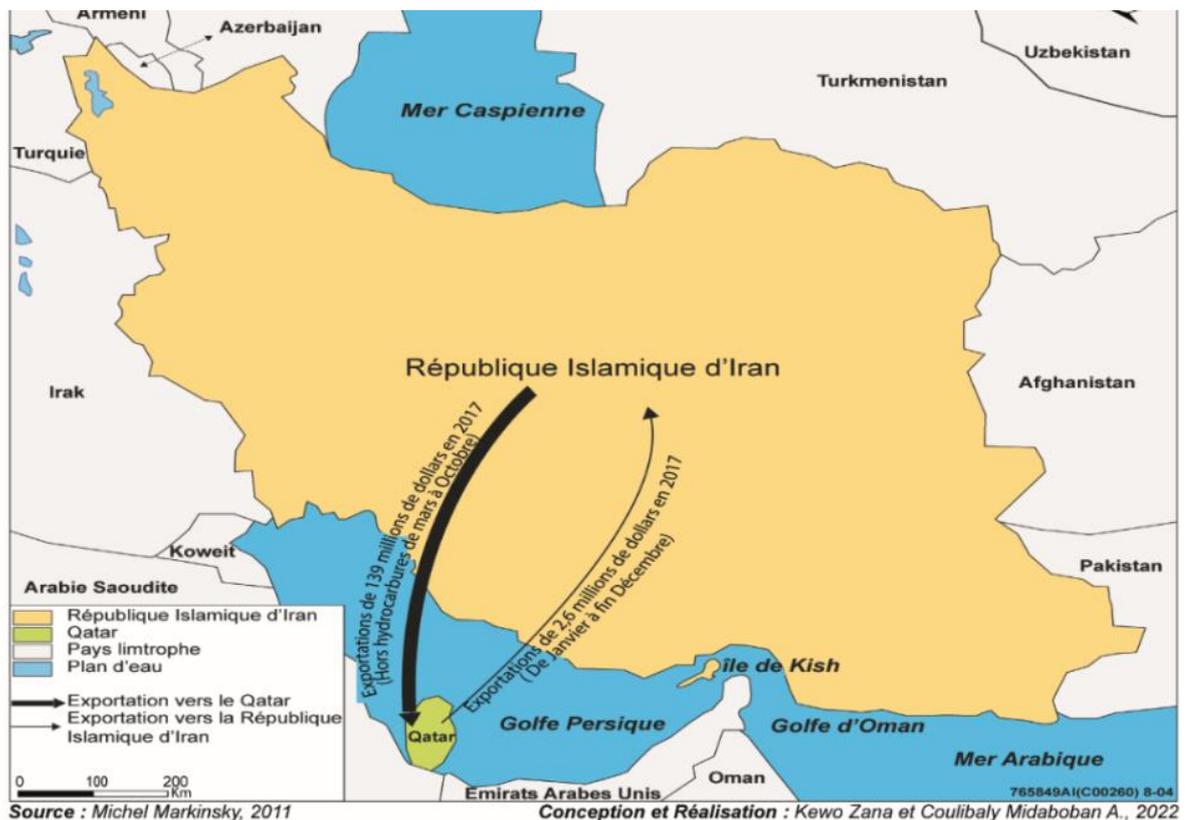
Devenus deux acteurs majeurs de la région, la République Islamique d'Iran et le Qatar ont décidé de se rapprocher sur le plan économique et sécuritaire. Cependant, la collaboration présente des limites.

2.1. Le domaine économique

Les échanges commerciaux entre la République Islamique d'Iran et le Qatar sont peu denses. Téhéran, confronté aux restrictions dans les échanges commerciaux avec les Émirats Arabes Unis, sonde le Qatar quant à un redéploiement des activités économiques (Z. Kewo, 2020, p. 394-395). Les deux pays ont lancé des initiatives au cours des années 2000 pour développer davantage les relations dans les domaines du pétrole et du gaz (J. Abdullah, 2011, p. 223). C'est dans le cadre de la coopération qu'en janvier 2009, l'Iran, le Qatar et la Russie qui détiennent plus de 50% des réserves mondiales de gaz naturel se sont réunis à Téhéran pour établir une *troïka* du gaz. En avril 2009, le porte-parole du ministère iranien des Affaires Étrangères, Hassan Qashqavi, a visité Doha pour renforcer la coopération entre les deux pays. Durant le même mois, le gouvernement iranien a convenu d'émettre 100 millions de dollars américains dans des obligations pour financer le développement du champ gazier *Al Shamal*, que l'Iran et le Qatar partagent (J. Abdullah, 2011, p. 223).

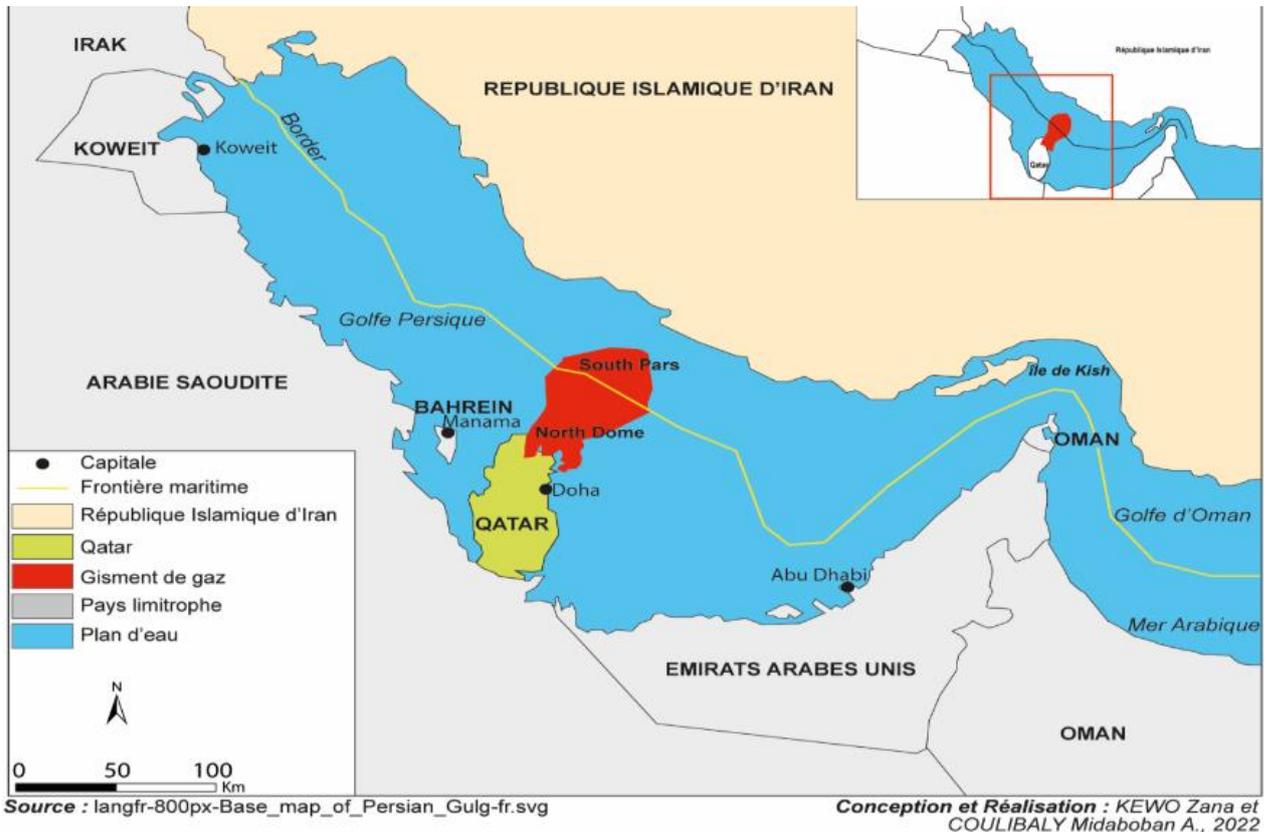
Par ailleurs, en septembre 2009, le Ministre qatari de l'Économie et des Finances, Youssef Hussein Kamal, a annoncé que le Qatar était désireux d'investir en Iran dans les secteurs des télécommunications, du tourisme, des banques et de l'acier. Kamal a rencontré le Ministre adjoint iranien des Affaires Économiques et Financières, Behrouz Alishiri, pour discuter de l'augmentation de la coopération entre les deux pays (J. Abdullah, 2011, p. 223). Les exportations de l'Iran vers le Qatar ont progressé, de 95 millions de dollars en 2016 à 267 en 2017 (T. Coville, 2019, p. 43). Ce qui représente une croissance de 181% (T. Coville, 2019, p. 8-9). Pour le Qatar, le commerce extérieur avec l'Iran représente 0,9% des exportations tandis que les importations d'Iran sont aussi estimées à 0,9% des importations (T. Coville, 2019, p. 3) de Doha en 2017.

Carte 1 : Les échanges commerciaux entre la République Islamique d'Iran et le Qatar en 2017.



À long terme, les autorités iraniennes estiment que le potentiel de croissance des exportations iraniennes au Qatar va croître. En outre, les autorités des deux pays ont évoqué un certain nombre de projets pour renforcer les liens commerciaux entre les deux pays tels que la création d'une ligne de transport maritime commune, d'une zone industrielle commune et la mise en place d'une zone de libre-échange (T. Coville, 2019, p. 10-11). En outre, le Qatar partage avec l'Iran le plus grand champ gazier de la planète, ce qui participe à l'essentiel des ressources de l'Émirat (É. Chaverou, 2017). C'est un atout unique au monde, de quoi forger des relations d'intérêt mutuel et d'indépendance énergétique et financière qui doivent tout favoriser sauf le conflit. Le gisement, appelé *North Dome* par les Qataris et « *South Pars* » par les iraniens, a été mis au jour en 1971 par la compagnie pétrolière hollandaise Shell et se situe à cheval entre l'espaces maritimes (S. Boussois, 2019, p. 152) des deux pays.

Carte 2 : Le gisement gazier partagé par la République Islamique d'Iran et le Qatar.



Outre l'aspect économique, la dimension sécuritaire occupent une place importante dans les relations Iran-Qatar.

2.2. Le domaine sécuritaire

Les relations bilatérales entre la République Islamique d'Iran et le Qatar sont ponctuées par une série de rencontres de haut niveau. Dans ce cadre, en juillet 2009, Ali Larijani, président du parlement iranien, a rencontré l'émir du Qatar, Sheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani. Larijani décrit le Qatar comme un partenaire stratégique avec qui l'Iran doit élargir les relations bilatérales. En octobre 2009, le Ministre de l'Environnement du Qatar, Abdallah Al Meadadi, se rend en Iran pour rencontrer les autorités iraniennes (J. Abdullah, 2011, p. 234-235). Au niveau sécuritaire et stratégique, le chef d'état-major des Forces armées du Qatar, Hamad Bin Ali Al Attiyah et le Ministre iranien de la défense, Mostafa- Mohammad Najjar, se sont réunis à Téhéran pour discuter des relations de défense après la visite de Larijani au Qatar en juillet 2009. Selon Najjar, l'Iran cherche à jouer un rôle de premier plan dans la sécurité du Golfe et le détroit d'Ormuz. La coopération entre les gardes-frontières des deux pays a été établie en août 2009 avec la signature de l'accord visant à améliorer les efforts de contrôle des eaux territoriales (J. Abdullah, 2011, p. 234-235). La volonté de coopération a été réaffirmée à Doha en 2010 lors d'une visite du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) où le Président a rencontré le Premier ministre qatari, Hamad bin Jassim al-Thani (2007-2013).

Subséquentement, le 26 juin 2011, le Ministre de l'Intérieur qatari, Abdullah bin Nasser bin Khalifa al-Thani se rend en Iran pour assister à un sommet antiterroriste dans le contexte des printemps arabes. Le 10 juillet 2011, un accord de sécurité entre les deux États a été signé, prévoyant un renforcement de la protection des frontières et la lutte contre le crime organisé, la drogue et le trafic d'êtres humains (S. Boussois, 2019). En outre, les négociations tripartites entre le Bahreïn, le Qatar et l'Iran, ont établi la base d'un accord sur les frontières maritimes en janvier 2010. L'ambassadeur iranien au Qatar, Abdullah Sorabi, a décrit les relations entre les deux pays comme le résultat de plusieurs pourparlers diplomatiques de haut niveau entre 2006 et 2010. La coopération militaire entre les deux pays s'est accentuée suite à la visite du Ministre iranien de l'Intérieur, Mustafa Najjar à Doha, en mars 2010. La visite avait pour but de discuter de la coopération des forces armées, de la formation maritime, des expositions de la défense, et d'expertises techniques (J. Abdullah, 2011, p. 236). Pour couronner le tout, après la réélection d'Hassan Rohani le 27 mai 2017, l'Émir du Qatar a indigné les pairs dans les capitales du Golfe en félicitant le Président iranien (É. Chaverou, 2017). L'axe qui se dessine entre Doha et Téhéran ne peut que déplaire à Riyad et aux autres monarchies arabes de la région (S. Boussois, 2019, p. 153). Si la coopération entre les deux pays semble être un modèle en la matière, les échanges sont cependant contrariés par des limites.

2.3. Les limites de la coopération Iran-Qatar

Malgré la proximité et l'entente, les relations entre le Qatar et la République Islamique d'Iran connaissent des points d'achoppements. À ce sujet, ce sont les rapports du Qatar avec les puissances occidentales qui soulèvent des inquiétudes en Iran. En effet, le Qatar est un allié des puissances occidentales. Doha accueille l'une des plus grandes bases des forces américaines au Moyen-Orient, tandis que les dirigeants iraniens se réfèrent aux États-Unis comme le «*Grand Satan*» (J. Abdullah, 2011, p. 234-234). En raison de sa vulnérabilité, par son manque de capacités militaires et sa faiblesse démographique, le Qatar a instauré une solide alliance avec les États-Unis d'Amérique (C. Guillemot, 2012). C'est ainsi que, le Qatar participe au système de projection de puissance des États-Unis au Moyen-Orient. Le système est destiné à assurer la protection des alliés, endiguer le pouvoir chiite iranien et sécuriser les flux d'hydrocarbures au départ du Golfe Arabo-Persique. Après le 11 septembre 2001, l'empreinte militaire américaine a été renforcée au Proche et Moyen-Orient. L'alliance du Qatar avec les Américains se prolonge à travers des accords de coopération dans le domaine de la défense signés avec d'autres États occidentaux (E. Nabil, 2013, p. 33) comme la France et la Grande-Bretagne. Dans l'esprit des dirigeants qataris, les puissances européennes constituent des points d'appui solides pour diverses raisons. Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la France et la Grande-Bretagne disposent d'armées robustes et sont à la tête de réseaux diplomatiques influents. Dans ce contexte, la France occupe une place importante, surtout sur le plan militaire (E. Nabil, 2013, p. 33).

Au-delà de la proximité stratégique fondée sur la coopération militaire, le Qatar entreprend la mise en place d'un arc diplomatique destiné à densifier ses relations avec les pays occidentaux en élargissant la coopération aux volets économiques. Là aussi, la Grande-Bretagne, ex-puissance coloniale, est la favorite et reçoit une partie des placements financiers effectués par les pétromonarchies grâce au boom pétrolier (E. Nabil, 2013, p. 33). En plus de cela, Doha n'a jamais caché le fait qu'entretenir des relations avec Israël lui posait un problème (F. Dazi-Heni, 2020, p. 6). Le Qatar entretient des relations avec Israël, même s'il n'existe pas d'ambassade israélienne

au Qatar, et vice versa. En revanche, à la suite de la visite à Doha du Premier ministre Shimon Peres en 1996, le premier bureau de représentation israélien dans le Golfe a ouvert ses portes à Doha (A. Poletti, 2019). Lorsque Israël se retire de la Bande de Gaza en 2005, le Ministre des Affaires Étrangères du Qatar appelle alors les pays arabes à « répondre positivement aux pas franchis par Israël » (Y. Guzansky, 2012, p. 800). Les Qataris sont intéressés par la technologie israélienne, notamment en matière médicale. Les Israéliens en retour importent des dérivés de la production pétrolière (A. Poletti, 2019) du Qatar.

Depuis le déclenchement de la crise syrienne en 2011, le Qatar a souhaité jouer un rôle politique de premier plan tout en ne se souciant guère de heurter les intérêts iraniens. Le Qatar apporte un soutien médiatique, financier voire militaire à l'opposition syrienne comme le Conseil national syrien et la Coalition nationale syrienne (E. Nabil, 2013, p. 55-56). Sur le plan diplomatique, Le pays n'a pas ménagé les efforts au sein de la Ligue Arabe et à l'ONU pour faire condamner le régime de Bashar el Assad et lui imposer des sanctions. Le but des pétromonarchies du Golfe est d'affaiblir l'Iran en brisant le régime syrien que les monarchies arabes considèrent comme le maillon faible de l'axe pro-iranien (F. Balanche, 2013, p. 19). L'opposition à Téhéran sur la crise syrienne risque d'avoir des conséquences pour le Qatar. En effet, l'Iran qui considère l'affaire syrienne comme vitale, pourrait ouvrir le dossier de l'exploitation commune du gaz de *South Pars* et demander des comptes au Qatar qui puise dans la partie iranienne, profitant des sanctions internationales qui limitent la capacité de l'Iran à développer ses projets d'exportation gazière (M. Mokhefi, 2012, p. 856). En outre au-delà des points de discordes avec la République Islamique d'Iran, ce sont ceux opposant le Qatar et ses pairs arabes au sujet de l'Iran qui suscitent un intérêt.

3. Des ruptures diplomatiques aux sanctions contre le Qatar

Le rapprochement du Qatar avec la République Islamique d'Iran est perçu comme un acte d'insoumission du Qatar à la tutelle saoudienne. L'initiative de l'émirat l'a exposé à une série de sanctions pour le contraindre à renoncer aux liens avec la République Islamique d'Iran. Le bras de fer entre le Qatar et les pairs arabes se fait sur fond de rivalité entre le Qatar et l'Arabie saoudite au sein du Monde arabe. En conséquence, la tentative d'isolement du Qatar à travers des sanctions n'a fait que le rapprocher davantage de Téhéran.

3.1. Les rivalités anciennes Qatar-Arabie Saoudite au sein du monde arabe

Le Qatar a connu un développement après la fin de la Guerre froide. L'avancement technologique et l'exploitation des ressources énergétiques ont permis l'État de se développer sur le plan économique, politique et social (G. V. Lacombe, 2017, p. 23). L'arrivée au pouvoir de l'Émir Hamad en 1995 confirme le tournant. Celui-ci est l'architecte de la nouvelle politique visant à faire de l'émirat une puissance régionale et internationale (C. Lons, 2017). Jusqu'à la fin des années 1980, le Qatar s'inscrivait sous la tutelle saoudo-émirienne, au point où il est question de l'intégrer aux Émirats Arabes-Unis. À partir de 1995, la montée en puissance du prince héritier Hamad bin Khalifa al-Thani, à la suite d'un coup d'État contre son père Khalifa conduit à une dégradation des relations avec les pays voisins du Golfe⁷. Le prince est mal accueilli par le royaume saoudien qui voit en lui un danger pour la région. Le royaume saoudien, avec l'aide des Émirats Arabes Unis et du Bahreïn ont tenté d'orchestrer un contre coup d'État afin de rétablir l'ancien Émir (C. Lons, 2017).

⁷-Plusieurs incidents, relatifs aux frontières avec l'Arabie Saoudite ont éclaté entre 1992 et 1994.

Comme le souligne l'orientaliste Henry Laurens⁸ même si le Qatar est conscient de sa place modeste, le Qatar ne reconnaît pas le leadership de l'Arabie Saoudite dans la région. Doha joue sa propre carte avec des moyens financiers considérables, ce qui gêne la stratégie saoudienne au point que les Saoudiens voient le Qatar comme un rival (R. Lombardi, 2019, p. 139). À la défiance, s'ajoute une grille de lecture tribale des tensions saoudo-qataries : Hamad a rompu la tradition de se marier avec une femme de la famille Attiyah, considérée comme proche du pouvoir saoudien. Ce qui symbolise une prise de distance vis-à-vis de l'alliance traditionnelle entre les familles dirigeantes qatarienne et saoudienne (C. Lons, 2017). Pour ainsi dire, les relations entre le Qatar et l'Arabie saoudite sont caractérisées par la méfiance mutuelle. Les relations illustrent bien les effets du changement de génération de décideurs. Dans le cas des gouvernements précédents, les différends étaient réglés au sein de structures tribales et familiales. Plus agressifs dans les méthodes et plus déterminés dans les objectifs, les jeunes princes de la péninsule (Tamim ben Hamad Al Thani au Qatar, Mohammed Ben Salmane en Arabie saoudite et Mohammed ben Zayed Al Nahyane aux Émirats Arabes Unis) marquent un changement de culture politique (V. Valentini, 2018, p. 243) dans les pays respectifs.

Par le passé, la base aérienne américaine au Qatar se trouvait en Arabie saoudite. Les États-Unis l'ont déplacé vers le Qatar en 2003. La perte pour l'Arabie saoudite et le gain pour le Qatar influence la répartition de la puissance dans le Golfe en faveur l'émirat. Par ailleurs, le *United States Central Command* considère le Qatar comme le meilleur allié stratégique au Moyen-Orient (G. V. Lacombe, 2017, p. 45). À l'échelle régionale, le Qatar cherche à s'imposer de manière croissante dans une position de médiateur entre acteurs opposés, s'éloignant des positions officielles de ses voisins du Golfe. Doha a aussi accueilli le *Trade Office* Israélien à une époque où le pays servait de terre de refuge pour le leadership du Hamas. La position de médiateur en fait un allié incontournable pour les puissances occidentales (C. Lons, 2017). Ce faisant, le Qatar affiche son agenda politique et son ambition de devenir le pôle islamique du XXI^e siècle (M. Mokhefi, 2012, p. 853). Les velléités de l'émirat ne peuvent que heurter les prétentions du puissant voisin saoudien au point d'aboutir à des ruptures et des sanctions contre le Qatar.

3.2. Ruptures diplomatiques et sanctions contre le Qatar

Le lundi 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte, les Maldives et le Yémen ont ouvert une crise diplomatique⁹ majeure dans le Golfe en rompant les relations avec le Qatar (É. Chaverou, 2017). Officiellement, le Qatar est accusé de soutenir les mouvements extrémistes¹⁰, d'entretenir des relations avec l'Iran et de financer la chaîne de télévision *Al-Jazeera*. Depuis lors, la crise s'est amplifiée pour aboutir à une impasse car aucune partie n'est prête à faire marche arrière (A. Yildiz, 2020, p. 9) pour le dénouement du différend. Si pour le Qatar, le pays est

⁸-Historien et universitaire français né en 1954.

⁹-La crise intervient deux semaines après la visite de Donald Trump à Ryad. En effet, le 21 mai, à Riyad, devant des dirigeants du monde musulman, Donald Trump avait appelé à "chasser" les extrémistes et "les terroristes", en référence aux groupes djihadistes, auteurs d'attaques dans plusieurs pays. Les attentats de Manchester, de Londres, de Kaboul ou contre un bus de pèlerins coptes, en Égypte, n'avaient pas encore eu lieu. Le discours de Donald Trump avait tout d'un feu vert pour les dirigeants saoudiens. Au moment où l'administration Trump envisage d'inclure les frères musulmans dans la liste des organisations soutenant le terrorisme (É. Chaverou, 2017).

¹⁰-L'Émirat abrite Youssef al-Qaradaoui, considéré comme l'un de ses chefs spirituels des Frères musulmans. Tout comme l'ancien dirigeant du Hamas palestinien, Khaled Mechaal, et un bureau des talibans afghans (É. Chaverou, 2017).

l'objet d'un boycottage injuste déclaré sur la base de prétextes et de prétentions fallacieux, les pays qui boycottent savent que la campagne contre le Qatar n'a rien à voir avec les accusations portées à l'encontre¹¹ de Doha. L'on estime que le but recherché par les pays qui boycottent est de rétablir la suprématie menacée de l'Arabie saoudite sur le monde arabe et musulman et de restaurer le partenariat stratégique des États-Unis avec l'Arabie Saoudite. Il s'agit aussi de rappeler la prééminence saoudienne aux partenaires mineurs au sein du Conseil de Coopération du Golfe (M. Lavergne, 2018, p. 40-41).

La crise fait suite à la publication par le site de la *Qatar News Agency* le 23 mai 2017, de propos conciliants envers l'Iran, le Hamas et le Hezbollah, attribués à l'Émir Tamim ben Hamad Al-Thani. Malgré le démenti du Qatar, et les affirmations que le site aurait été piraté par les Émirats Arabes Unis, les pays voisins du Golfe ont réagi aussitôt par la rupture des relations diplomatiques avec l'émirat (C. Lons, 2017). En plus de la rupture diplomatique, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les EAU ont instauré un blocus alimentaire¹², fermé les voies et lignes de communication aérienne, maritime et terrestre avec le Qatar, interdit aux nationaux de se rendre au Qatar et notifié les ressortissants qataris résidant sur les territoires des monarchies respectives de les quitter dans un délai de 14 jours (L. Géhin, 2017, p. 2). Dans la crise, il est surtout reproché au Qatar de faire preuve de duplicité à l'égard de l'Iran (J.-F. Fiorina, 2012, p. 2). La perception de la menace iranienne n'est donc pas la même pour les différents États de la région. La question du nucléaire iranien est un bon exemple. Alors que plusieurs États considèrent que l'acquisition du nucléaire par l'Iran serait une menace, les dirigeants qataris ne le perçoivent pas¹³ (V. Valentini, 2018, p. 68) de la même manière.

Parmi les projets qataris qui irritent les voisins, figure le lancement de la chaîne satellitaire arabe *Al-Jazeera* en 1996. C'est une chaîne privée possédée par différents acteurs économiques incluant les membres de la famille régnante (P. Salem, 2012). La chaîne diffuse des programmes critiques et populaires sur des enjeux politiques, sociaux et culturels du Moyen-Orient. Ce qui attire de nombreux problèmes diplomatiques à Doha. Ainsi, les États-Unis ont fait pression à plusieurs reprises sur les positions anti-américaines de la chaîne, notamment pendant l'invasion de l'Irak en 2003, tandis que l'Arabie Saoudite retirait son Ambassadeur du Qatar en 2002 après une analyse critique des affaires internes saoudiennes (P. Salem, 2012). Aussi, les Émirats et l'Arabie Saoudite ne pardonnent pas à *Al-Jazeera*, d'avoir relayé les mouvements de contestation contre les régimes autoritaires pendant les printemps arabes¹⁴ (P. Baz et C. Gouëset, 2017) débuté en 2010 dans plusieurs pays arabes. En conséquence, à la fin du mois de juin 2017, l'Arabie saoudite et ses alliés ont adressé à Doha une série de requêtes pour mettre fin au blocus économique et diplomatique. Dans la liste d'exigences figure, la fermeture de la chaîne *Al Jazeera* et la rupture

¹¹-Déclaration du Représentant de l'État du Qatar lors de la quarante deuxième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome, 14-15 février 2019, 2p, p. 2. <https://www.ifad.org/documents/36783902/41197320/GC-42+Qatar+Statement-f.pdf/eeba0378-ce8b-75d3-e33a-4d4b1a45fc81?t=1560937570000>

¹²-Le blocus intervient en période de ramadan.

¹³-Le vote du Conseil de sécurité pour l'adoption de la résolution 1696 (2006) est une illustration. En effet, le Qatar est le seul État à avoir voté contre la résolution. Cela indique que l'acquisition de la technologie nucléaire n'est pas une menace pour le Qatar, alors que cela semble l'être pour les autres États du Conseil de sécurité. Pour se justifier, le Ministre des Affaires étrangères qatari explique que c'est en adoptant les sanctions que l'Iran serait une menace, car contrarié et plus prompt à l'instabilité (V. Valentini, 2018, p. 68).

¹⁴-Mouvement de contestations populaires qui se produisent dans plusieurs pays arabes.

des liens diplomatiques avec Téhéran (V. Valentini, 2018, p. 242). Cependant, les exigences adressées n'ont pas été honorées par la monarchie qatarie: *Al Jazeera* continue d'émettre depuis Doha, les Frères musulmans ne sont pas interdits de territoire et les relations avec le voisin iranien se sont renforcées depuis lors (V. Valentini, 2018, p. 243) malgré les sanctions.

3.3. Le renforcement de la coopération Iran-Qatar comme conséquence des sanctions arabes

La décision de l'Arabie saoudite, des Émirats Arabes Unis, du Bahreïn et de l'Égypte d'établir un blocus économique contre le Qatar a fait naître de l'espoir en Iran sur les possibilités pour les entreprises iraniennes d'accroître les exportations vers le Qatar (T. Coville, 2019, p. 8). Dans les faits, les autorités iraniennes avaient le sentiment que le contexte diplomatique était favorable. C'est pourquoi le gouvernement iranien a apporté le soutien politique de l'Iran après la mise en place du blocus. Les Iraniens ont accordé l'autorisation (T. Coville, 2019, p. 8) aux compagnies aériennes travaillant avec le Qatar d'utiliser l'espace aérien iranien. De plus, la possibilité de développer des relations économiques avec le Qatar pour l'Iran était vue comme une stratégie permettant d'affaiblir le rôle central des Émirats Arabes Unis dans les relations commerciales de l'Iran avec le monde extérieur. En clair, le Qatar pouvait remplacer les Émirats Arabes Unis en tant que cluster régional pour l'Iran (T. Coville, 2019, p. 8-9).

Dès le début de la crise, Téhéran a pris les devants et, pour contrer l'embargo imposé au Qatar, Téhéran achemine des produits alimentaires (S. Boussois, 2019, p. 97). En effet, du fait du blocus organisé contre Doha, les seules voies d'accès à ce marché passaient par l'Iran (T. Coville, 2019, p. 8). Le 11 juin 2017 :350 tonnes de vivres font route vers Doha et un pont aérien est mis en place (S. Boussois, 2019, p. 98). Entre mars et octobre 2017, les exportations iraniennes de produits non liés aux hydrocarbures vers le Qatar ont bondi de 117 % par rapport à la même période en 2016, représentant 139 millions de dollars¹⁵. Partant de là, plusieurs accords ont conduit à des garanties de facilités bancaires, une meilleure circulation des cargos entre les deux pays pour acheminer les marchandises, une accélération des procédures de visas pour les hommes d'affaires iraniens qui doivent se rendre au Qatar. La crise a eu pour conséquence de jeter Doha dans les bras de Téhéran, ce qui marque un fiasco stratégique majeur pour Washington et Riyad (S. Boussois, 2019) qui espéraient une rupture des relations Iran-Qatar.

Conclusion

La coopération entre la République Islamique d'Iran et le Qatar tient à plusieurs raisons. Du côté de la République Islamique d'Iran, le développement des relations avec le Qatar lui permet de rompre avec la politique d'isolement que les autres pays de la région lui imposent. Pour ce qui concerne le Qatar, le rapprochement avec l'Iran n'est autre que la manifestation d'une volonté d'indépendance et d'affirmation de soi en tant qu'État souverain. La politique souverainiste et pro-Téhéran du pays le met en rupture de ban avec les pairs arabes. Si les relations Iran-Qatar se développent dans un cadre économique et sécuritaire prometteur, les rapports entre les deux pays connaissent cependant quelques accrocs. En effet, Téhéran reproche à Doha la trop grande proximité avec les puissances occidentales dont l'Iran se méfie. En tout état des faits, l'étude montre que les enjeux de la coopération entre la République Islamique et le Qatar sont d'ordre

¹⁵-Arefmanesh S :« Iran Exports to Qatar Up 117 % », in *Financial Tribune*, 2017, cité par S. Boussois (2019).

stratégique, économique et sécuritaire. De plus, au sein du monde arabo-sunnite, l'étude révèle que l'émergence de la République Islamique d'Iran est un sujet de préoccupation majeure. Parlant de coopération, l'on se demande si ce n'est pas la crainte et la volonté de contenir l'Iran qui amène les pays arabo-sunnites à se rapprocher d'Israël.

Sources et bibliographiques

Sources imprimées

Déclaration du Représentant de l'État du Qatar lors de la quarante deuxième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome, 14-15 février 2019, 2p. <https://www.ifad.org/documents/36783902/41197320/GC-42+Qatar+Statement-f.pdf/eeba0378-ce8b-75d3-e33a-4d4b1a45fc81?t=1560937570000>

YILDIZ Ahmet, 2020, «Dynamiques sécuritaires et politiques dans le golfe», Rapport de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN, commission politique (PC) Sous-commission sur les relations transatlantiques (PCTR), <https://www.nato-pa.int/download-file?filename=/sites/default/files/2020-12/038%20PCTR%2020%20F%20r%C3%A9v.%20%20fin%20-%20DYNAMIQUES%20S%C3%89CURITAIRES%20ET%20POLITIQUES%20DANS%20LE%20GOLFE.pdf>

Bibliographie

ABDULLAH Jamal, 2011, *La politique étrangère de l'état du Qatar (1995-2010) contribution à la compréhension de la politique extérieure contemporaine d'un état du golfe*, thèse de doctorat en sciences juridiques, politiques et économiques, spécialité : droit des relations internationales. Université d'Avignon et des pays de Vaucluse.

BAER Robert, (2008), *Iran : l'irrésistible ascension*, Gallimard, Paris.

BALANCHE Fabrice, 2013, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Euroorient*, p. 14-30. [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00841955/file/Syrie Guerre civile et internationalisation du conflit 2 .pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00841955/file/Syrie%20Guerre%20civile%20et%20internationalisation%20du%20conflit%202.pdf)

BAZ Patrick et GOUËSET Catherine, 2017, « Qatar-Arabie Saoudite:comprendre la crise en cinq points », *L'Express.fr*, Publié le 25/06/2017. Consulté le 03/11/2021 à 08H48. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/qatar-la-crise-dans-le-golfe-resumee-en-4-points_1921377.html.

BONNENFANT Paul et al, 2013, *La péninsule arabique aujourd'hui*, Tome I, Éditions du CNRS, Aix-en-Provence.

BOUSSOIS Sébastien , 2019, « L'Iran et le Qatar, le rapprochement forcé au cœur d'un jeu de dominos diplomatique dans le Golfe », *Areion24news*, Publié le 17 avril 2019. Consulté le 03/11/2021 à 08H14. <https://www.areion24.news/2019/04/17/liran-et-le-qatar-le-rapprochement-force-au-coeur-dun-jeu-de-dominos-diplomatique-dans-le-golfe/>

BOUSSOIS Sébastien, 2019, *Pays du Golfe. Les dessous d'une crise mondiale*, Arman Colin, Paris.

CHAVEROU Éric , 2017, « Pourquoi le Qatar se retrouve isolé par l'Arabie saoudite et ses alliés ». *Franceculture.fr*, Publié le 05/06/2017, Consulté le 03/11/2021 à 08H38. <https://www.franceculture.fr/geopolitique/pourquoi-le-qatar-se-retrouve-isole-par-larabie-saoudite-et-ses-allies>.

COVILLE Thierry, 2019, « Le commerce de l'Iran avec les émirats arabes unis et le Qatar: un axe de résistance contre la « pression maximum » américaine ? », *ESKA Maghreb - Machrek*, n° 241, pp. 37-47, p. 43. <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2019-3-page-37.htm>

COVILLE Thierry, 2019, « Point sur les relations commerciales entre EAU/Iran et Qatar/Iran », *Observatoire du monde arabo-musulman et du sahel*, 11 p. Publié le 25 mars 2019.

DA LAGE Olivier, 2000, « La diplomatie de Doha : "Des yeux plus gros que le ventre" ». <https://odalage.wordpress.com/autres-publications/la-diplomatie-de-doha-%C2%ABdes-yeux-plus-gros-que-le-ventre-%C2%BB-arabes-mai-2000/>

DAZI-HENI Fatiha, 2020, « Le Golfe et Israël après les accords Abraham », *Bawader*, 9 p. Publié le 06/11/2020. Consulté le 11/12/2021. <https://www.arab-reform.net/fr/publication/le-golfe-et-israel-apres-les-accords-abraham/>

FIORINA Jean-François, 2012, « Géopolitique du Qatar "Diplomatie du tapis volant" ou réel appétit de puissance ? », *CLES - Comprendre Les Enjeux Stratégiques*, n°60, 3 p. <http://notes-geopolitiques.com/wp-content/uploads/2012/03/CLES60.pdf>

GÉHIN Léo, 2017, « La crise diplomatique au Conseil de coopération du Golfe : la brutalité d'une rupture soudaine », *ÉCLAIRAGE*, 4 p. Publié le 27/06/2021. Consulté le 11/10/2021 à 09h00. <https://grip.org/la-crise-diplomatique-au-conseil-de-cooperation-du-golfe-la-brutalite-dune-rupture-soudaine/>

GUILLEMOT Clément, 2012, « Les relations américano-qatariennes », *Les clés du Moyen-Orient*. Publié le 18/08/2012, consulté le 23/10/2021 à 08h25. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-relations-americano-qatariennes.html>

GUZANSKY Yoel, 2012, « Israël et les pays du Golfe : entre Iran et « printemps arabe » », *Politique étrangère*, p. 879-889.

KEWO Zana, 2015, «Les relations Iran–Monde arabe de 1979 à 2006», Mémoires de Master, Université Alassane Ouattara, Bouaké.

KEWO Zana, 2020, «La politique extérieure de la République Islamique d'Iran de 1979 à 2002», , Thèse de doctorat, Université Alassane Ouattara, Bouaké.

KEWO Zana, 2021, «Les réformes de Mohammad Khatami ou la volonté d'une ouverture politique de la République Islamique d'Iran de 1997 à 2005 », *HARIS*, n° 002, p. 100-115.

LACOMBE G. Virginie. 2017, *Le nouveau rôle de médiateur du Qatar: une analyse réaliste néoclassique de l'apparition de la médiation dans la politique étrangère du Qatar*, Mémoire en analyse des politiques publiques.

LAVANDIER Jérôme, 2013, « Le Qatar: Une volonté au prisme de l'histoire », *L'Harmattan, Confluences Méditerranée*, n° 84, p. 17-28.

LAVERGNE Marc, 2018, « Autour de la crise entre le Qatar et l'Arabie Saoudite, grandes manœuvres sur la mer Rouge. Diplomatie: affaires stratégiques et relations internationales », *archives-ouverts.fr*, p.40-44. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01883318/document>.

LAZAR Mehdi, 2013, « L'émirat « hyperactif »: une analyse de la politique d'internationalisation du Qatar », *L'Harmattan, Confluences Méditerranée*, n° 84, p. 59-76,. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-1-page-59.htm>.

LONS Camille, 2017, « Aux origines de la crise du Qatar: entre rivalité pour l'hégémonie régionale et enjeux de politique intérieure », *Les clés du Moyen-Orient*, Publié le 22/09/2017. Consulté le 03/11/2021 à 08H30. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Aux-origines-de-la-crise-du-Qatar-entre-rivalite-pour-l-hegemonie-regionale-et.html>.

MAKINSKY Michel, 2011, « L'Iran et ses voisins du sud: une relation sous tension », *Outre-Terre*, n° 28, p. 427-445.

MOKHEFI Mansouria, 2012, « Qatar: forces et faiblesses d'un activisme », Institut français des relations internationales, *Politique étrangère*, p. 849-861.

MONGRENIER Jean-Sylvestre, 2012, « La politique étrangère du Qatar :de l'intermédiation à l'engagement », *Éditions Choiseul, Géoéconomie*, n° 62, p. 31-39. <https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2012-3-page-31.htm>.

NABIL Ennasri, 2013, « Qatar: une micro-monarchie ambitieuse », *Relations*, n° 766, p. 32–33. <https://id.erudit.org/iderudit/69587ac>. Consulté le 23/10/2023.

NABIL Ennasri, 2013, *Qatar*, De Boeck, Bruxelles.

POLETTI Arianna , « Qatar-Israël :les relations inavouées entre l'émirat et l'État hébreu », *Jeune Afrique*, Publié le 13 février 2019, Consulté le 23/10-2021 à 09H51, <https://www.jeuneafrique.com/733703/politique/qatar-israel-les-relations-inavouees-entre-lemirat-et-letat-hebreu>.

LOMBARDI Roland, 2019, *Le Golfe persique. Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente*, L'Harmattan, Paris, stratégie Orient, n° 10.

SADER Karim, 2013, « Entre wahhabisme et marche forcée vers la modernité. Itinéraire d'un Qatar cultivant les paradoxes », *L'Harmattan, Confluences Méditerranée*, n° 84, p. 29-43.

SALEM Paul, 2012, « La politique étrangère du Qatar :les grandes ambitions d'un micro-État », *MOYEN-ORIENT*, Publié le 31/12/2012, Consulté le 11/12/2021 à 08h40. <https://carnegie-mec.org/2012/12/31/fr-pub-50992>.

VALENTINI Victor, 2018, « Qatar: une politique étrangère à l'épreuve de l'identité micro-étatique », *Annuaire français de relations internationales*, Volume XIX, Université Panthéon-Assas, Centre Thucydide, p. 232-245. <https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2019/07/Article-Valentini.pdf>.